



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
LIMITÉE

ECE/MP.WH/2007/L.3  
EUR/06/5069385/14  
11 janvier 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ  
BUREAU RÉGIONAL POUR L'EUROPE

RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE  
SUR L'EAU ET LA SANTÉ RELATIF À  
LA CONVENTION SUR LA PROTECTION  
ET L'UTILISATION DES COURS D'EAU  
TRANSFRONTIÈRES ET DES LACS  
INTERNATIONAUX

Première réunion  
Genève, 17-19 janvier 2007  
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

**MÉCANISME SPÉCIAL DE FACILITATION DE PROJETS**

Note du secrétariat\*

1. Le Gouvernement norvégien a accueilli la Table ronde sur l'eau et la santé qui s'est tenue les 28 et 29 septembre 2004 avec les objectifs suivants: a) engager des discussions sur les activités de coopération susceptibles de renforcer la capacité du secteur de la santé publique en matière de surveillance des maladies liées à l'eau et de réduction de leur prévalence; et b) étudier la possibilité de créer une structure au sein de laquelle les pays, les organisations et les institutions financières partenaires pourraient poursuivre avec les pays d'Europe du Sud-Est (ESE) et les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC) un dialogue efficace sur les moyens de réduire le poids de la morbidité dans le contexte du Protocole sur l'eau et la santé (voir MP.WAT/WG.4/2004/8-EUR/5047016/2004/8).

---

\* Le présent document a été soumis à la date indiquée plus haut afin de permettre la tenue de consultations avec le Président du Groupe de travail de l'eau et de la santé et un certain nombre de Parties et de non-Parties.

2. Les participants à la Table ronde d'Oslo ont conclu que la réunion avait marqué une étape importante dans la mise en place d'un mécanisme approprié pour l'appui international à l'action menée au niveau national en application de l'article 14 du Protocole (eu égard à une meilleure formulation des projets et à la facilitation de l'accès aux sources de financement). Ils sont également convenus que des activités de suivi axées sur les questions de santé et la mise en œuvre de mesures non structurelles permettraient de combler une lacune importante dans la composante «EOCAC» de l'Initiative de l'UE dans le domaine de l'eau. Ils ont estimé que la Réunion des Parties au Protocole sur l'eau et la santé et son programme de travail étaient les cadres les plus à même de préserver l'élan politique qui a animé la Table ronde d'Oslo et de décider des objectifs à poursuivre en priorité dans l'avenir.

3. Le Groupe de travail de l'eau et de la santé a examiné la structure et les modalités de fonctionnement du mécanisme d'appui international à l'action menée au niveau national proposé conformément à l'article 14 à ses quatrième, cinquième et sixième réunions (voir MP.WAT/WG.4/2004/5-EUR/5047016/2004/5, ECE/MP.WAT/WG.4/2005/2-EUR/05/5047554/2 et ECE/MP.WAT/WG.4/2006/2-EUR/05/5047554/2).

4. Le projet de décision relatif au mécanisme spécial de facilitation de projets et le mandat y annexé reposent sur l'accord général dégagé par le Groupe de travail de l'eau et de la santé à sa sixième réunion. Le Président du Groupe de travail, M. Mihály Kádár (Hongrie), a finalisé la décision et le mandat du mécanisme avec l'assistance du secrétariat et d'un groupe composé des représentants des pays parties et non parties suivants: Allemagne, Belgique, Croatie, Estonie, France, Norvège, Royaume-Uni, Suisse et Ukraine.

5. La Réunion des Parties pourra adopter officiellement, si elle le souhaite, le projet de décision relatif au mécanisme spécial de facilitation de projets et le mandat y annexé.

**PROJET DE DÉCISION RELATIF AU MÉCANISME  
SPÉCIAL DE FACILITATION DE PROJETS**

La Réunion des Parties,

*Consciente* du fait que prévenir, combattre et faire reculer les maladies liées à l'eau nécessitent une coopération renforcée entre les États à tous les niveaux et entre tous les secteurs,

*Souhaitant* créer un mécanisme de coopération et d'octroi d'une assistance mutuelle en application de l'article 14 du Protocole relatif à l'appui international à l'action menée au niveau national,

*Reconnaissant* les besoins d'assistance spécifiques des pays d'Europe du Sud-Est (ESE) et des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC),

1. *Institue* le mécanisme spécial de facilitation de projets chargé d'apporter un appui international à l'action menée au niveau national en application de l'article 14 du Protocole;
2. *Arrête* le mandat du mécanisme spécial de facilitation de projets tel que figurant dans l'annexe à la présente décision;
3. *Encourage* les Parties et les non-Parties à participer au mécanisme spécial de facilitation de projets, à présenter des propositions de projet et à se mobiliser pour obtenir le financement de ces propositions;
4. *Invite* la Réunion des Parties à la Convention et ses groupes de travail, le Centre international d'évaluation de l'eau et les centres collaborateurs de l'OMS intéressés à participer au mécanisme spécial de facilitation de projets;
5. *Invite*, en outre, les principales institutions de financement opérant au niveau mondial ou régional, les organisations internationales intéressées, les fondations internationales et les organisations non gouvernementales internationales compétentes qui mettent en œuvre des programmes de coopération dont l'importance est reconnue dans le domaine de l'eau et de la santé à s'associer au mécanisme spécial de facilitation de projets;

6. *Remercie* le Gouvernement norvégien et le Bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé d'avoir organisé la Table ronde d'Oslo sur l'eau et la santé en Europe et d'apporter leur soutien au mécanisme spécial de facilitation de projets. Les Parties sont vivement encouragées à fournir des ressources supplémentaires au Coordonnateur du mécanisme pour les trois premières années, et à procurer des ressources au mécanisme;

7. *Décide* d'examiner à sa deuxième réunion l'efficacité du mécanisme spécial de facilitation de projets et d'en réviser, s'il y a lieu, le mandat à la lumière de l'expérience acquise.

## Annexe

### **MANDAT DU MÉCANISME SPÉCIAL DE FACILITATION DE PROJETS**

Le mécanisme spécial de facilitation de projets s'articule autour de deux éléments: le Coordonnateur et le Centre spécial d'échange d'informations sur les projets.

#### **Le Coordonnateur**

Les activités du mécanisme spécial de facilitation de projets seront facilitées par un membre du secrétariat («le Coordonnateur»), qui sera chargé au sein du Bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé des fonctions suivantes:

- Mener des études sur les politiques suivies par les donateurs aux fins de répertorier les domaines stratégiques de l'assistance internationale liée à l'eau et à la santé, et de mettre celles-ci à la disposition du Centre spécial d'échange d'informations sur les projets;
- Rassembler, évaluer et analyser les propositions de projet présentées par les pays de l'EOCAC et de l'ESE, ainsi que par les organisations non gouvernementales compétentes pour traiter les besoins prioritaires répertoriés par leurs auteurs;
- Apporter aux pays de l'EOCAC et de l'ESE, ainsi qu'aux organisations non gouvernementales compétentes, son assistance pour l'élaboration de leurs propositions de projet, en les aidant à présenter celles-ci sous une forme rationnelle satisfaisant aux exigences des pays et des organisations donateurs;
- Présenter ces propositions de projet sous une forme normalisée au Centre spécial d'échange d'informations sur les projets. Il convient que les propositions présentées aient été sélectionnées, analysées et modifiées d'une manière conforme aux critères établis par le Groupe de travail de l'eau et de la santé, ce qui en garantira la conformité aux objectifs du Protocole;
- Mettre en place et gérer une plate-forme sur l'Internet pour diffuser les propositions de projets et suivre l'état de leur financement.

#### **Le Centre spécial d'échange d'informations sur les projets**

Le Centre spécial d'échange d'informations sur les projets est un organe à participation non limitée relevant de la Réunion des Parties au Protocole sur l'eau et la santé. Ses membres comptent aussi bien des pays parties que non parties (donateurs tout comme bénéficiaires), des institutions de financement opérant au niveau mondial ou régional, des organisations internationales intéressées, des organisations non gouvernementales internationales compétentes et des fondations internationales menant des programmes de coopération dont l'importance est reconnue dans le domaine de l'eau et de la santé.

Son objectif est de recenser dans les pays en transition les activités d'intervention prioritaires portant sur des secteurs autres que l'infrastructure, notamment:

- La gestion intégrée des ressources hydriques;
- L'approvisionnement en eau potable et les systèmes d'assainissement adéquats;
- La réduction de la morbidité et de la mortalité infantiles;
- La couverture des besoins en eau des groupes vulnérables;
- L'égalité des sexes dans le contexte de l'approvisionnement en eau et des systèmes d'assainissement.

À cet effet, le Centre spécial d'échange d'informations sur les projets évaluera la pertinence des propositions de projet qui lui seront soumises par l'intermédiaire du Coordonnateur, et proposera des donateurs pour chacun des projets.

Le Centre veillera à encourager le financement des propositions; mais ce financement s'effectuera sur une base volontaire.

Les dates de ses réunions seront, dans toute la mesure possible, coordonnées avec celles des réunions du Groupe de travail de l'eau et de la santé. Entre les réunions, le Centre agira par le biais de sa plate-forme sur l'Internet.

-----